



Les femmes autochtones et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Asie

Formation de dirigeantes à la prise de décisions : collines de Chittagong (Bangladesh) et Sabah (Malaisie)

Titre du projet :	Formation de dirigeantes à la prise de décisions au Bangladesh et en Malaisie
Domaine d'action/programme :	Gouvernance
Durée du projet :	Juin 2005-février 2006
Lieu :	Collines de Chittagong (Bangladesh) et Sabah (Malaisie)
Bénéficiaires :	Bénéficiaires directs : la soixantaine de femmes des collines de Chittagong (Bangladesh) et de Sabah et Sarawak (péninsule malaisienne) qui ont suivi la formation et cinq femmes qui ont reçu une formation de formatrice pour prendre le relais Bénéficiaires indirects : les membres du personnel des organisations partenaires locales qui ont amélioré leurs capacités à dispenser une formation aux sexospécificités et ont ainsi pu promouvoir plus facilement la prise en compte systématique des sexospécificités dans les procédures de prise de décisions ainsi que dans des programmes et activités permanentes plus ambitieux; d'autres femmes qui seront formées par les formatrices dans le cadre des modules reproduits dans chaque pays; les sociétés autochtones dans leur ensemble, sur lesquelles la formation aura des incidences et exercera une influence et qui en bénéficieront à terme
Agent(s) d'exécution :	Initiative régionale du PNUD en faveur des droits des peuples autochtones et du développement en Asie et dans le Pacifique
Agent(s) de réalisation :	Asia Indigenous Peoples Pact Foundation et ses organisations partenaires au Bangladesh et en Malaisie
Source de financement :	PNUD (Initiative régionale du PNUD en faveur des droits des peuples autochtones et du développement en Asie et dans le Pacifique et Programme d'intégration d'une démarche antisexiste en Asie et dans le Pacifique)

Vue d'ensemble

Les peuples, les sociétés et les organisations autochtones qui veulent participer pleinement au développement national sur un pied d'égalité et maîtriser leur propre développement se heurtent à des obstacles de taille.

Pour donner aux groupes et aux individus les moyens de revendiquer et d'exercer une plus grande maîtrise sur leur vie et leur avenir, il convient d'adopter une démarche globale et multidimensionnelle qui s'étende à des domaines où les populations autochtones figurent encore parmi les plus vulnérables de la société. Pour que cet apprentissage de l'autonomie soit durable, il est nécessaire de toucher chacun des groupes de la société, y compris les jeunes, les pauvres et les femmes. Il est essentiel que la lutte des sociétés autochtones pour faire reconnaître leurs droits accorde la même importance aux droits des femmes.

Avec le temps, l'influence et les effets des courants socioéconomiques mondialisés ont entraîné l'alignement de certaines normes et traditions culturelles sur les prescriptions de la société moderne. Les femmes autochtones, qui sont les plus touchées par les conséquences de ces transitions, voient leurs droits bafoués dans leur propre groupe par des entités telles que les forces armées et du fait de la sous-évaluation de leur travail.

Les femmes autochtones pourraient s'appuyer sur les instruments internationaux qui préconisent la reconnaissance, la protection et la promotion des droits des femmes tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹. Pour mieux faire reconnaître leurs droits, il faut qu'elles participent à la prise de décisions pour pouvoir intervenir efficacement dans leur société et parmi les leurs. En reconnaissant le droit des femmes autochtones à accéder sur un pied d'égalité à des postes de décision et en leur donnant les moyens de prendre des décisions rationnelles en connaissance de cause, on prépare le terrain pour que voient le jour des solutions originales pour faire face et s'adapter à l'évolution des relations dans les sociétés autochtones et dans l'ensemble de la société en général.

Compte tenu du statut d'infériorité qui échoit dans la plupart des sociétés aux femmes en général et aux femmes autochtones en particulier — lesquelles cumulent trois difficultés : celle d'être autochtones, d'être femmes et d'être pauvres — les femmes autochtones formées à mieux connaître leurs droits sont mieux à même de revendiquer et d'exercer les mêmes droits que les autres et disposent d'une bonne base pour accéder à la prise de décisions et renforcer leurs capacités.

Comme indiqué dans le rapport de fin de projet (en février 2006) :

Il est rare que des femmes disposent d'un espace pour se réunir et recenser les questions qui relèvent de leur propre pouvoir de

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

décision. Il est en outre bien plus important que le règlement de ces questions puisse être débattu car s'ouvre alors un espace pour faciliter la prise de décisions elle-même. D'une façon générale, en rendant de tels moments possibles, on donne aux femmes, et aux hommes, les moyens d'examiner plus en profondeur l'évolution des relations sociales et culturelles à mesure que les sociétés autochtones se développent dans un cadre plus large. Ce processus permet aux femmes et aux hommes d'être coresponsables dans la prise de décisions en tenant compte de la transformation des structures dans la dynamique d'une société en progrès.

Objectifs visés

Les objectifs des femmes dans le programme sur la prise de décisions étaient les suivants :

- a) Mettre un lieu à la disposition des femmes autochtones où celles-ci aient l'occasion de partager leurs données d'expérience spécifiques et communes dans leur contexte social;
- b) Permettre aux femmes d'avoir une notion plus large de leurs droits afin de renforcer leur capacité à protéger ces droits et à exiger qu'ils soient reconnus, au sein de leur propre groupe et dans la société en général;
- c) Ouvrir un espace permettant d'évaluer les compétences et les connaissances nécessaires à la prise de décisions rationnelles ou d'influencer les dirigeants autochtones dans le contexte de l'évolution des relations au sein des populations ou des sociétés autochtones;
- d) Recourir aux procédures de règlement autochtones à long terme pour arbitrer les conflits et les situations produisant des inégalités de façon à garantir les droits des femmes autochtones au sein de leur groupe et dans la société en général;
- e) Améliorer les capacités des formateurs locaux au Bangladesh et en Malaisie en facilitant les échanges dans le cadre du déroulement des formations.

Activités

Ce projet, dans le cadre duquel des formations ont été dispensées par des animateurs locaux au Bangladesh et en Malaisie, a duré du 15 juillet 2005 au mois de février 2006.

Pour le mettre en œuvre, il a fallu constituer l'équipe des formateurs locaux, définir ses responsabilités, préparer les participants et le site, conduire la formation et en rendre compte. Ceci s'est déroulé en trois phases : préparation, conduite des stages et activités postérieures à la formation.

Première activité : constitution de l'équipe des formateurs locaux

En vue de la formation, chaque pays a formé une équipe composée de trois ou quatre formateurs locaux qui devaient remplir les fonctions de conseillers techniques. Un formateur local de Malaisie a rejoint l'équipe du Bangladesh et un formateur du Bangladesh s'est intégré à l'équipe de la Malaisie. Les membres locaux de l'équipe ont été sélectionnés parmi les populations/groupes autochtones en fonction de leur expérience concernant l'examen de la condition féminine.

Activité deux : la formation

À l'issue de la formation de l'équipe des formateurs locaux, un stage de formation de cinq jours a été mené dans la langue locale comprise par tous :

a) *Formation de dirigeantes autochtones à la prise de décisions, Bangladesh* : Cette activité, organisée conjointement par Trinnamul Unnayan Sangstha, Hill Tracts NGO Forum (HTNF) et Asia Indigenous Peoples Pact Foundation (AIPP), s'est tenue à Rangamati (Bangladesh) du 5 au 9 août 2005 et a réuni quelque 33 dirigeantes appartenant à différents groupes ethniques des trois districts de Rangamati, Kagrachari et Bandarban dans les collines de Chittagong et des plaines du Bangladesh (Chakma, Marma, Pankua, Khiang, Tangchangya, Tripura, Bawm, Chak, Mro, Khumi, Garo, Khashi et Orao). La formation a été conduite par quatre formateurs locaux et par des membres du Comité de l'AIPP chargé des questions d'inégalité des sexes. Des conseillers techniques du PNUD ont également pu être contactés pendant la formation.

b) *Formation de dirigeantes autochtones à la prise de décisions, Malaisie* : À l'issue de la formation conduite au Bangladesh, Partners of Community Organizations (PACOS) a collaboré à l'organisation d'une formation équivalente du 8 au 15 décembre 2005 à Sabah (Malaisie). Cette formation a réuni 32 participants originaires des régions de la péninsule malaisienne, de Sarawak et de Sabah (Malaisie), dont 5 hommes et 6 représentantes du Bangladesh aspirant à devenir des formatrices locales et participant à un module d'échange et de mise en commun de données d'expérience. Le secrétariat a été assuré par le personnel de PACOS et un appui a été fourni par des conseillers techniques de l'AIPP et du PNUD.

Activité trois : évaluation

À l'issue de la formation, une évaluation a été conduite afin d'améliorer les prochains stages et de cerner les réussites de la formation dispensée et les difficultés à surmonter.

Activité quatre : documentation

Cette activité a consisté à produire des documents sur le processus et la méthode de formation, ainsi que sur les données d'expérience et les situations



PNUD-RIPP

des femmes qui participaient à la formation, et à diffuser les informations réunies, tant dans des rapports officiels que dans des brochures faciles d'accès afin de mieux sensibiliser l'opinion aux problèmes auxquels doivent faire face les femmes autochtones.

Le programme des activités a été adapté à la situation locale pour être plus efficace. Les parties prenantes ont été associées à l'évaluation des thèmes couverts par le programme. Il a en conséquence été recommandé d'ajouter une journée supplémentaire au module de formation pour la consacrer à un échange de vues sur les questions concernant les phénomènes et politiques nationaux et internationaux ayant une incidence spécifique sur la situation des femmes autochtones.

Des innovations ont été apportées à la méthode d'apprentissage employée pour renforcer les capacités des formateurs locaux. Ils ont ainsi été six Bangladais au lieu d'un à participer à la formation qui s'est tenue en Malaisie, ce qui a permis l'adoption d'une approche collective de l'acquisition de connaissances.

L'allocation des crédits a dû être modifiée en conséquence pour couvrir des activités supplémentaires telles que des visites sur le terrain, ainsi que la documentation connexe et les frais divers engagés tout au long du processus d'apprentissage.

Stratégie mise en œuvre

La stratégie a consisté à associer les organisations locales à chacun des stades de la formation de façon à ce que les femmes autochtones à tous les niveaux

— associations, société civile et organisations de développement jusqu'aux organisations autochtones régionales et nationales — prennent mieux conscience de leurs droits et des contraintes à surmonter. La formation visait à permettre à toutes les femmes participant à ce processus de réaliser pleinement leur potentiel pour jouer un rôle décisif dans leur société et leurs groupes. Des ateliers de formation et de renforcement des capacités ainsi que des séances de mise en commun et d'apprentissage ont été organisés à cet effet.

Participants

Le PNUD a participé au projet par l'intermédiaire de son Initiative régionale en faveur des droits des peuples autochtones et du développement en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'intégration d'une démarche antisexiste en Asie et dans le Pacifique, en partenariat avec l'AIPP, Hill Tracts NGO Forum (HTNF) et PACOS.

Cette formation a été organisée conjointement par l'AIPP, Trinnamul Unnayan Sangstha, Hill Tracts NGO Forum, PACOS et d'autres groupes et organisations de femmes en étroite concertation et collaboration avec l'Initiative régionale du PNUD en faveur des droits des peuples autochtones et du développement en Asie et dans le Pacifique.

Cette collaboration a favorisé la complémentarité des rôles des divers organisations et groupes et a permis de disposer d'outils pour donner de l'autonomie aux dirigeantes autochtones et renforcer la représentation des femmes autochtones.

Changements spécifiques induits par le projet (résultats et conséquences)

Il est rare que des femmes disposent d'un espace pour se réunir et recenser les questions qui relèvent de leur propre pouvoir de décision. Il est en outre bien plus important que le règlement de ces questions puisse être débattu car s'ouvre alors un espace pour faciliter la prise de décisions elle-même. D'une façon générale, en rendant de tels moments possibles, on donne aux femmes, et aux hommes, les moyens d'examiner plus en profondeur l'évolution des relations sociales et culturelles à mesure que les sociétés autochtones se développent dans un cadre plus large. Ce processus permet aux femmes et aux hommes d'être coresponsables dans les prises de décisions en tenant compte de la transformation des structures dans la dynamique d'une société en progrès.

Grâce à la formation, les formatrices locales ont acquis des compétences plus larges pour transmettre des connaissances à leurs collègues. Le stage organisé en Malaisie en particulier a favorisé l'échange de compétences entre les formatrices de différents pays qui ont ainsi pu élargir le champ de leurs connaissances.



PNUD-RIPP/Nicholas

Les participants et les organisateurs locaux ont pu se familiariser davantage avec la coordination et l'organisation de réseaux entre les différents groupes tels que les organisations non gouvernementales et les organismes de soutien au niveau régional (en Asie). Dans le cas du Bangladesh, la formation a fourni aux hôtes locaux une autre possibilité d'intensifier leur action pour organiser les femmes autochtones et leurs partenaires.

Un plan d'action complémentaire a été formulé dans le cadre du renforcement des capacités des participants. Il a généralement été jugé important de recenser les actions engagées pour promouvoir le règlement et l'examen des questions liées à l'inégalité des sexes parmi les femmes et les hommes des sociétés autochtones.

En outre, les données d'expérience des femmes autochtones des deux groupes cibles ont permis de tisser des relations et de mettre en place une coopération plus étroites.

Pérennité des résultats

La formation aux sexospécificités a comporté un module de formation de formateurs. Ce groupe de femmes autochtones devrait pouvoir contribuer et fournir un appui au travail des autres femmes de leur communauté et d'autres pays de la région.

Dans le cadre de la suite à donner à ce projet, il est envisagé de mener des activités à court et moyen terme et de mettre en œuvre des projets pour faire de la formation un instrument concret afin de donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décisions.

Le module de formation sera complété. Les stages de formation se poursuivront au cours des années à venir, le cas échéant dans deux pays chaque année. Des projets seront arrêtés, si nécessaire, en fonction des résultats des stages.

Au niveau régional, comme on pouvait s'y attendre, les stages de formation qui étaient axés sur l'apprentissage et le partage ont permis d'améliorer les relations et le travail en réseaux entre les deux pays et dans l'ensemble de la région. Des documents et des supports sont actuellement établis pour diffuser les récits, les données d'expérience et les enseignements recueillis et s'en servir pour organiser d'autres formations, diffuser des informations et promouvoir la parité des sexes.

Transposition des acquis/retombées

Ce modèle sera reproduit et élargi à d'autres pays de la région Asie-Pacifique au cours des prochaines phases du programme. Les échanges des deux pays en termes d'apprentissage et de mise en commun ont été extrêmement enrichissants et donneront lieu à un suivi pour que ce processus puisse être géré, que la dynamique des échanges entre femmes autochtones soit maintenue et que celles-ci prennent mieux conscience des difficultés à surmonter, tant au sein de leur propre groupe qu'à l'extérieur.

Les modules de formation utilisés seront mis à la disposition des organisations autochtones qui souhaiteraient permettre à leurs membres d'acquérir les mêmes compétences et connaissances techniques.

Outre le financement de la transposition des modules de formation utilisés, on s'attend à ce que la formation de formateurs, qui faisait partie intégrante du processus de formation, donne des résultats durables.

À l'issue de la formation de formateurs, des groupes de femmes de la région possédant des compétences techniques ont pu transposer la formation avec et sans financement extérieur.

Enseignements tirés de l'expérience

Les enseignements tirés du premier stage de formation tenu dans les collines de Chittagong (Bangladesh) en août 2005 ont été examinés et pris en compte lors du second stage organisé en Malaisie du 11 au 14 décembre 2005. Les premières leçons tirées jusqu'ici de la mise en œuvre du projet ont notamment montré que :

- La présence de femmes à des postes de décision a des effets directs et positifs sur la perception que les femmes ont de leur niveau d'insertion sociale;
- On ne peut pas toujours déterminer les causes premières des formes d'exclusion liées à la marginalisation économique et sociale, mais il est plus facile de les combattre lorsque ces causes ont été énoncées;



PNUD-RIPP, Leake

- Il est plus facile de remettre en question et de modifier les normes culturelles de la subordination des femmes quand on les comprend;
- La présence d'hommes participant aux activités de formation pour examiner les rôles des femmes dans la prise de décisions peut amplifier les résultats de la formation dispensée.

Les enseignements tirés des deux stages de formation, qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie, seront directement appliqués pour mettre au point les autres stages de formation qui pourraient être organisés.

Facteurs ayant contribué au succès du projet

- Mise à disposition d'un espace convivial permettant la mise en commun des données d'expérience, des façons de voir les choses et des problèmes.
- Travail en collaboration directe avec les agents travaillant au niveau local.
- Appartenance des formateurs aux mêmes groupes ou peuples que les personnes formées.
- Enthousiasme, compétences et expérience des formateurs en matière de développement et de renforcement des capacités d'intervention.
- Travail en partenariat avec des organisations locales, les pouvoirs publics et des organisations régionales.

- Priorité donnée à l'identification de mesures pratiques pour aller de l'avant.
- Transmission de connaissances et de données d'expérience.

Obstacles ou problèmes recensés au cours du projet

- Langue (différentes langues).
- Divergence des conditions socioéconomiques.
- Le module de formation de formateurs était insuffisant pour que le projet puisse être reproduit de façon indépendante sans appui. Toutefois, ce résultat avait été en partie anticipé et des activités de suivi et d'appui sont prévues auprès des personnes qui ont achevé la formation.

Documentation/bibliographie

Module de formation de l'AIPP sur les sexospécificités

Le PNUD et les peuples autochtones : une politique d'engagement, 2001

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Chandra Roy

Programme régional pour les peuples autochtones

Courriel : chandra.roy@undp.org

Jannie Lasimbang

Asia Indigenous Peoples Pact

Courriel : aipp@aippfoundation.org